JMV/AL 20250905

**Avis type enquête publique PLU**

**Préambule :**

*Les questions et les propositions ci-après, déclinées sur le PLU, ont pour objet de contrer la menace climatique et soutenir la biodiversité, chacun et ensemble, là où nous vivons, là où nous pouvons en décider.*

*Elles sont issues d’une démarche développée par l’association Agirlocal, reprenant les travaux de plusieurs dizaines de milliers d’acteurs locaux. Agirlocal a été fondée en 2020 par 12 citoyens et entrepreneurs, 3 maires, l’ESSEC, CY Université et la Banque des Territoires ; son siège est à Jouy le Moutier.*

*Appliqués au PLU de Jouy le Moutier, les outils et solutions proposés visent à faire du PLU un outil intégré dans une stratégie globale, en mode projet, mobilisateur, visant à écarter la menace climatique et ses conséquences sur la biodiversité, à ouvrir un avenir désirable.*

**Le moteur local est puissant, positif.** Il est climatique évidemment mais aussi social et économique.

A l’expérience de ces acteurs locaux qui ont inventé des solutions efficaces, réduire ses émissions fait gagner du pouvoir d’achat et de la compétitivité, crée du bien-être, de l’emploi près de chez soi, réduit les inégalités, fait monter en compétences les acteurs locaux et crée une nouvelle forme de démocratie dans l’action.

**Pourtant il n’est pas utilisé à la hauteur des enjeux.**

Chacun avec son budget -famille, entreprise, service public, municipalité...-, nous achetons nos émissions de gaz à effet de serre. Nous pouvons donc les réduire drastiquement : **Une vingtaine de solutions à prise de décision locale, de la maison à la région, recueillies et partagées au national ces 4 dernières années, permettraient de réduire de moitié l’empreinte carbone nationale si elles étaient généralisées ; voir** [www.agirlocal.org/vitrine](http://www.agirlocal.org/vitrine)**. Soutenir la biodiversité exige de soutenir les milieux où elle vie, nous inclus ; en commençant par la mesurer ; voir** [www.agirlocal.org/biodiversite/](http://www.agirlocal.org/biodiversite/)

Pour une vision d’ensemble de la démarche, voir en page d’accueil de [www.agirlocal.org](http://www.agirlocal.org), « climat, la piste locale »

\*\*\*\*\*

Le PLU est le lieu où sont établies les règles d’évolution de l’utilisation des sols, des espaces et bâtiments publics et privés. Plus largement, les évolutions de nos biens communs : terre, eau, air, biodiversité. Nous subissons le changement climatique chaque jour aggravé, avec ses conséquences sur la biodiversité dont nous faisons partie.

Il reste peu de temps avant ce que les scientifiques du climat appellent un grand saut dans l’inconnu. A l’échelle de la planète, nous avons déclenché les 1,5 degrés de réchauffement en 2021 ; avec les émissions de l’an passé, nous déclencherons les 2 degrés à 7 ans d’ici. A 1,5°C d’échauffement de l’atmosphère, 70 à 90 % de la biodiversité disparaîtra. Nous inclus. La terre fonctionne comme une cocotte-minute ; on ne négocie pas avec une cocotte-minute, on baisse le feu.

Pragmatiquement, les outils et solutions proposés visent à entamer dès maintenant le changement du métabolisme de notre territoire, un métabolisme qui émet des gaz à effet de serre et détruit la biodiversité : les productions et les consommations locales, les flux de personnes, de marchandises, de connaissances et d’argent qui entrent et sortent de Jouy le Moutier**. Ce qui exige au moins de permettre aux solutions proposées de trouver place dans le PLU et plus encore d’en faire un outil intégré dans une stratégie globale, en mode projet.**

Le livre-outil, court, « Penser la menace climatique, le temps des solutions » développe cette stratégie globale, en mode projet.

**Le PLU communal-intercommunal et ses porteurs :**

***Climat***

Y-a-t-il dans le PLU une évaluation carbone de notre territoire communal ? Les règles établies permettent-elles de réduire massivement notre empreinte carbone ? Le Plu n’est-il pas une opportunité de développer un projet global de décarbonation ?

L’association Agirlocal propose des outils de calcul des émissions carbone gratuits pour les territoires et ceux qui y vivent : de la commune à la région, familial, entreprises privées et établissements des services publics. Le PLU peut-il évoquer ces outils dans un tel projet global de décarbonation dont la municipalité serait un agent de développement ?

Agirlocal a recueilli une vingtaine de solutions qui réduiraient de moitié l’empreinte carbone nationale si elles étaient généralisées (une cinquantaine au total). Décrites en 20 lignes chacune sur [www.agirlocal.org/vitrine](http://www.agirlocal.org/vitrine) , ces solutions ont-elles été regardées pour l’élaboration de ce PLU ? Les développements potentiels ont-ils été pris en compte dans le PLU ? Peuvent-ils être évoqués, portés par les services tant municipaux, de l’agglomération que de la DDT ? Au-delà, ceux du département et de la Région ?

***Nourriture-agriculture***

Les façons de se nourrir pèsent pour un tiers des émissions nationales. Les cantines sont un lieu d’éducation à la nourriture soutenable et l’agriculture qui va avec. Les parents sont sensibles à ce que leurs enfants apprennent et leur disent. Le Plu intègre-t-il ce levier ? Les zones agricoles utiles, les aménagements des espaces publics et des cours de récréation intègrent-ils cette possibilité ?

***Bâtiments***

Les bâtiments existants émettent 20% des émissions nationales. Y-a-t-il obligation d’évaluer les émissions des constructions et des réhabilitations, stockage carbone dans les matériaux de construction inclus ? Et faire les choix de permis de construire en conséquence ? En particulier pour la construction de XXX.

Y-a-t-il la possibilité de déborder sur l’espace public pour faire une isolation par l’extérieur des bâtiments existants ? Moyennant permis notamment pour protéger les circulations handicapés et l’accès au mobilier urbain difficilement déplaçable (bornes incendie…).

***Mobilités***

Les mobilités émettent 30% des émissions nationales. Les habitants et actifs des communes de banlieue ou rurales sont plus dépendantes de la voiture que celles des centres villes.

Un terrain pour un tiers lieux au moins est-il prévu permettant de travailler à proximité de chez soi un-deux jours par semaine pour les actifs qui travaillent loin ? Pourquoi ne pas garder les bâtiments existants inutilisés ou devant changer de vocation et les aménager pour ce faire ? Une contre-proposition a été proposée, sans suite à ce jour.

Des parkings de covoiturage à la hauteur des déplacements sont-ils prévus ?

Des parcours cyclables continus sont-ils planifiés, avec des abris à vélos effectivement sécurisés, en particulier devant les pôles générateurs de trafic (comme les commerces, les établissements d’enseignement, les gares…) ?

***Energies***

La quasi-totalité de nos machines fonctionnent aux énergies fossiles. La quasi-totalité de nos vêtements, objets et matériaux sont à base d’énergies fossiles, isolants de nos logements et plastiques en particulier. La production d’énergie renouvelable, le stockage de gaz à effet de serre dans la terre et les matériaux sont déterminants.

Le soleil thermique, le photovoltaïque, les solutions de chauffage urbain classiques et celles, innovantes qui permettent de dépasser l’intermittence des renouvelables ; les alternatives au plastique issu du pétrole, le carton recyclé dans l’isolation des bâtiments sont autant de solutions efficaces, au coûts économiques standards. Elles demandent soit des espaces publics, soit des bâtiments publics et privés pour être déployées, tous sous PLU. Une revue de détail a-t-elle été faite ?

***Biodiversité***

Le PLU intègre-t-il une étude des lieux où la biodiversité pourrait se développer moyennant quelques aménagements légers : Milieux humides, nature des plantations, aménagement d’habitats. Le rétablissement des continuités écologiques détruites est-il planifié ?

Les conséquences des hausses de température sur les arbres existants et sur les plantations d’arbre envisagées sont-elles prises en compte ?

Une analyse chiffrée du potentiel de biodiversité a-t-elle été faite avant/après aménagements planifiés ? Cf [www.agirlocal.org/biodiversite/](http://www.agirlocal.org/biodiversite/)

Jean-Michel Vincent

Président d’Agirlocal